
Contrat de performance énergétique

Appel d'offres ouvert

Marché d'exploitation de maintenance
des installations thermiques et travaux
d'amélioration de la performance
énergétique pour la Ville de
Villedieu-les-Poêles-Rouffigny

REGLEMENT DE LA CONSULTATION



Date et heure limites prévisionnelles de réception des offres :

Vendredi 26 septembre 2025 à 12 :00

Table des matières

1	Objet et étendue de la consultation	3
1.1	Objet.....	3
1.2	Mode de passation et type de contrat.....	3
1.3	Décomposition de la consultation.....	3
1.4	Etendue des prestations.....	3
1.5	Nomenclature.....	3
1.6	Réalisation de prestations similaires.....	4
1.7	Renouvellement	4
2	Condition de la consultation	4
2.1	Délai de la validité des offres	4
2.2	Forme juridique du groupement.....	4
2.3	Variantes.....	4
2.4	Tranches optionnelles	5
2.4.1	TO n°1 : Mutualisation et mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/ gaz naturel) sur les écoles maternelles (site n°2 et 3).	5
2.4.2	TO n°2 : Mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/ gaz naturel) sur l'école primaire (site n°4) 5	
2.4.3	TO n°3 : Mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/ gaz naturel) sur la salle des fêtes VLP (site n°9)	5
2.4.4	TO n°4 : Entretien des équipements de VMC – site n°13.....	5
2.5	Confidentialité et mesures de sécurité	5
3	Conditions relatives au contrat	5
3.1	Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2	Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4	Contenu du dossier de consultation	6
5	Présentation des candidatures et des offres	6
5.1	Documents à produire.....	6
5.1.1	Phase candidature	6
5.1.2	Phase offre.....	8
5.2	Visite sur site	9
6	Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1	Transmission électronique	10
6.2	Transmission sous support papier.....	11
7	Examen des candidatures et des offres	11
7.1	Examen des candidatures.....	11

7.2	Examen des offres	12
7.3	Suite à donner à la consultation.....	14
8	Renseignements complémentaires.....	14
8.1	Adresses supplémentaires et points de contact	14
8.2	Procédures de recours	14

1 Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet

Cette consultation concerne les Marché d'exploitation de maintenance des installations thermiques et travaux d'amélioration de la performance énergétique

1.2 Mode de passation et type de contrat

La procédure de passation utilisée est : procédure avec négociation.

Elle est soumise aux dispositions suivantes :

- Type de Marché Public :
 - L1111-1 – Définition d'un Marché ;
 - L1111-4 – Marché de services ;
- Choix de la procédure de passation :
 - L2124-1 – Marchés passés selon une procédure formalisée ;
 - L2124-2 – Appel d'offres ;
- Avis de marché :
 - R2131-16 à R2131-17 – Avis de marché pour les marchés passés selon une procédure formalisée ;
- Règles applicables aux procédures de passation et aux techniques d'achat :
 - R2161-2 à R2161-5 – Appel d'offres ouvert ;

1. La notification du marché vaut bon de commande pour la période du marché, pour les prestations forfaitisées.
2. Un bon de commande ponctuel sera établi par établissement et par prestation non forfaitisée (correctif, toute intervention de maintenance non prévue dans le forfait initial).

1.3 Décomposition de la consultation

Sans objet.

1.4 Etendue des prestations

L'étendue des prestations est décrite dans les CCAP et CCTP du présent DCE.

1.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
71315000-9	Installations techniques de bâtiment			
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation			
50531100-7	Services de réparation et d'entretien de chaudières			
50721000-5	Mise en état d'exploitation d'installation de chauffage			
71321200-6	Services de conception des systèmes de chauffage			
71700000-5	Services de surveillance et de contrôle			

1.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires.

Dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, notamment en ce qui concerne les autres équipements gérés par Villedieu-les-Poêles-Rouffigny.

Des avenants et des marchés complémentaires pourront être conclus en cours de l'exécution du contrat.

1.7 Renouvellement

Il n'est pas prévu de prolongation ni de renouvellement du marché. Néanmoins si le marché devait néanmoins être prolongé, il ne peut l'être qu'à l'initiative du Maître d'Ouvrage et par voie d'avenant.

2 Condition de la consultation

2.1 Délai de la validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 Variantes

Non autorisées.

2.4 Tranches optionnelles

2.4.1 TO n°1 : Mutualisation et mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/ gaz naturel) sur les écoles maternelles (site n°2 et 3).

La tranche optionnelle correspond à :

- La mutualisation des chaufferies, création d'un réseau hydraulique entre les deux sites :
 - Ecole Maternelle Bas
 - Ecole Maternelle Haut
- La mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/gaz naturel) assurant 100 % des besoins de l'école maternelle (bas et haut).
- Déplacement de la chaudière école du bas vers le site ex bains douches (site n°12)

2.4.2 TO n°2 : Mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/ gaz naturel) sur l'école primaire (site n°4)

La tranche optionnelle correspond à :

- La mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/gaz naturel) assurant 100 % des besoins de l'école primaire.

2.4.3 TO n°3 : Mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/ gaz naturel) sur la salle des fêtes VLP (site n°9)

La tranche optionnelle correspond à :

- La mise en place d'une chaufferie hybride (PAC/gaz naturel) assurant 100 % des besoins de la salle des fêtes

2.4.4 TO n°4 : Entretien des équipements de VMC – site n°13

La tranche optionnelle correspond à l'intégration des équipements de ventilation mécanique contrôlée dans le cadre d'une prestation P2 et P3 GE.

2.5 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

3 Conditions relatives au contrat

3.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

3.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Financement sur budget d'exploitation et d'investissement de l'établissement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGDP
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes

Il est disponible gratuitement sur la plateforme de dématérialisation... Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 Documents à produire

5.1.1 Phase candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :
- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnées aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique (inclus dans le DC1)	Oui
Accompagné d'un document relatif aux pouvoirs de la personne habilité à engager le candidat	
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (inclus dans le DC1)	Oui

Libellés	Signature
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail (inclus dans le DC1)	Oui
Lettre de candidature pouvant prendre la forme de l'imprimé DC1, mentionnant, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses co-traitants ainsi que toutes les attestations sur l'honneur (Déclaration incluse dans le formulaire DC1 : version à jour 04/2019)	Oui

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement permettant de détailler la situation financière et les capacités du candidat (Déclaration incluse dans le formulaire DC2 : version à jour : 04/2019)	Oui
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Oui
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Oui
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

- Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Les nomenclatures des qualifications QUALIBAT demandées sont : 5213 – Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m2 5274- exploitation d'installation de chauffage et de rafraichissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m2	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur Etat d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour les candidats constitués sous la forme d'un groupement, il est précisé que les justificatifs demandés pour l'analyse des candidatures doivent être fournis par chacun des membres du groupement, à l'exception de la lettre de candidature, fournie en un seul exemplaire.

N.B. : Groupement d'entreprise. La lettre de candidature mentionnera les membres du groupement et sera signée par chacun d'entre eux ou par le mandataire dûment habilité.

Il doit être précisé expressément si le mandataire est habilité à signer la lettre de candidature et l'offre de groupement. Les pouvoirs écrits de chaque cotraitant devront être fournis dans le dossier.

Les candidats sont informés qu'en cas de candidatures en groupement, la composition ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Pour chaque sous-traitant présenté dans la réponse, le candidat devra fournir, dûment complété et signé le formulaire DC4, qui sera obligatoirement l'entreprise en charge de l'exploitation-maintenance des installations.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le groupement. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit dudit opérateur économique.

Pour les entreprises nouvellement créées, les candidats devront fournir tous les éléments permettant d'apprécier leurs capacités économique, professionnelle et financière.

En cas de sous-traitance, l'entreprise ne pourra procéder à l'exécution des prestations sous-traitées que lorsque le DC4, acte spécial, sera signé des deux parties, et notifié par le Pouvoir Adjudicateur pour acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans ce cadre, l'attention du titulaire est attirée sur sa responsabilité personnelle de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

5.1.2 Phase offre

Au titre de l'offre initiale, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dont l'annexe technique et financière	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce mémoire expose la manière dont le candidat exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions du marché. Les candidats doivent structurer l'ordre et la numérotation des différentes rubriques.	Oui
Une note présentant les demandes de modifications à apporter aux cahiers des charges. A ce stade, le CCAP et CCTP ne doivent pas être directement modifiés par les candidats. Les compléments à apporter au projet de CCAP et CCTP ou les éventuelles demandes des	Non

Libellés	Signature
<p>candidats de modification du projet de contrat devront être établis au sein d'un document distinct du contrat dans l'offre du candidat.</p> <p>Pour chaque complément/modification, le candidat précise :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'article modifié ;• La nouvelle formulation du projet de contrat découlant de sa proposition ;• La justification de sa proposition.• Ces compléments de modification, s'ils sont acceptés, seront intégrés dans le document final, à l'issue des négociations.	

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 Visite sur site

Les conditions de visites sont les suivantes :

La visite est obligatoire.

Pour ce faire les candidats devront s'inscrire par mail ou par téléphone aux adresses suivantes :

Monsieur Mickaël LANDRIN : technique@cnavilledieu.fr ou 2 33 61 83 48

Le rendez-vous est fixé à l'adresse suivante :

Mairie de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny

Pl. de la République, 50800 Villedieu-les-Poêles-Rouffigny

La visite se déroulera le vendredi 08 aout 2025 à partir de 9h00.

L'ensemble des coûts inhérents à cette visite est à la charge du candidat.

Les candidats devront respecter les règles sanitaires en vigueur au moment de la visite.

En tout état de cause, au jour de la remise des offres, les candidats seront réputés avoir tout mis en œuvre pour prendre connaissance de toutes les conditions susceptibles d'avoir une influence sur l'exécution des prestations et ne pourront arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou des délais complémentaires

6 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

6.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.coindesarhis.com>.

Le choix du mode de transmission est dématérialisé. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

En cas de difficultés lors de la remise des candidatures et des offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme de dématérialisation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Cellule des marchés :Villedieu-les-Poêles-Rouffigny
Pl. de la République, 50800 Villedieu-les-Poêles-Rouffigny

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Format Microsoft Word («.doc») (version Word 97 et postérieures)
- Format Adobe Acrobat («.pdf») (version Acrobat 5 et postérieures)
- Format Microsoft Excel («.xls») (version Excel 97 et postérieures)

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera signée en version informatique ou papier au choix de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à utiliser la plateforme <https://www.coindesarchis.com>.

Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

6.2 Transmission sous support papier

Sans objet.

7 Examen des candidatures et des offres

7.1 Examen des candidatures

Les critères relatifs à la candidature sont :

- Garanties et capacités techniques et financières ;
- Capacités professionnelles.

Les candidats devront disposer de capacités professionnelles, techniques et financières adaptées au regard de l'objet et de l'importance du marché ; l'appréciation de ces capacités est globale.

Pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats peuvent demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre les opérateurs et eux. Dans ce cas, les candidats justifient des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apportent la preuve qu'ils disposeront des capacités nécessaires pour l'exécution du marché.

L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier l'élimination d'un candidat et ne dispense pas le Maître d'Ouvrage d'examiner les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats, conformément à l'article R. 2142-14 du Code de la commande publique.

7.2 Examen des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues notamment aux articles L. 2152-7 et R. 2152 7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Dans le cadre de l'examen des offres, les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, au sens du Code de la commande publique, sont éliminées.

Toutefois, conformément aux articles R2352-1/2/3/4/5/6 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai de 7 jours calendaires, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères		Pondérations
1.	PRIX DES PRESTATIONS	45 Points
2.	VALEUR TECHNIQUE	55 Points
Valeur technique de l'offre (32.5 Points)		
2.1	Présentation du personnel d'intervention – organisation technique et logistique de l'entreprise pour l'exécution des marchés – organisation des interventions programmées, non programmées et en astreinte – fréquence des opérations d'entretien (gammes de maintenance)	5 Points
2.2	Modalités de formalisation et de transmission au maître d'ouvrage des contrôles effectués	2.5 Points
2.3	Cohérence et justification du nombre d'heures du poste P2 au regard de la décomposition du coût par élément de mission - Cohérence et justification des prestations P2 ainsi que les délais d'interventions.	5 Points
2.4	Cohérence et justification du poste P3 au regard des plans de renouvellement.	10 Points
2.5	Moyens mis en œuvre pour la traçabilité et le respect des températures contractuelles	5 Points
2.6	Propositions d'exploitation en faveur du Développement Durable de la sensibilisation et accompagnement de la collectivité	2.5 Points
2.7	Méthodologie de réalisation de la prestation d'entretien de la TO n°4 (VMC) <ul style="list-style-type: none"> • Planning prévisionnel • Exemple de rendu 	2.5 Points
PERFORMANCES ENERGETIQUE (22.5 Points)		
2.8	Justification, cohérence et valeur de l'engagement de consommation et gain associé en rapport avec l'exploitation et les travaux proposés (NB)	7.5 Points
2.9	Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de CEE que le candidat s'engage à obtenir.	2.5 Points
2.10	Politique RSE du Candidat	2.5 Points
2.11	Méthodologie de réalisation des travaux – TO n°1 à TO n°3 :	5 points

Critères et sous-critères		Pondérations
	<ul style="list-style-type: none"> • Planning prévisionnel • Equipe dédiée et moyen matériel • Matériel mise en œuvre • Faisabilité de la solution 	
2.12	<p>Pertinence des travaux (annexe n°4 à compléter) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gain estimé par solution : <ul style="list-style-type: none"> ○ € HT/an ○ Tonne de CO2/an ○ MWh PCI/an • Engagement sur les cibles (NB) et sur la mixité de chaque installation • Bilan global : <ul style="list-style-type: none"> ○ € HT/an ○ Tonne de CO2/an ○ MWh PCI/an ○ Taux d'ENR (%) dans le mixte du marché (chauffage) ○ Réduction des consommations de chauffage (%) • Calcul du Temps de Retour sur Investissement de chaque solution • Taux d'ENR dans l'énergie consommée 	5 points

Les notes de prix des différents candidats seront attribuées en fonction de l'offre du moins disant. Celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère prix. La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

$$(\text{Montant de l'offre la plus basse}) / (\text{Montant de l'offre du candidat noté}) \times \text{Nombre de points}$$

Avec les montants des offres correspondant aux simulations de budgets détaillés dans le Bordereau de Prix, y compris le montant estimatif du P1 en fonction des engagements d'économie du Titulaire.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée via la plateforme d'échange <https://www.coindesarchis.coms> en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour chacun des candidats, les notes obtenues au regard des différents critères et sous-critères techniques seront additionnées.

Au terme de l'analyse, en cas d'égalité de notation, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur le critère du prix des prestations sera déclaré attributaire.

Le candidat retenu produira ses certificats fiscaux et sociaux, selon la demande faite par le Pouvoir adjudicateur.

Le candidat retenu produira ses une attestation d'assurance en cours de validité.

Seulement si le Candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, la même demande sera alors faite au candidat suivant dans le classement des offres, qui sera déclaré attributaire du marché sous réserve que lui-même fournisse ces documents dans le même délai. (Et ainsi de suite, tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables).

L'analyse des offres de base et des variantes seront jugées en une seule fois sur la base des mêmes critères et selon les mêmes modalités, définis dans le présent règlement de consultation.

7.3 Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le Maître d'Ouvrage notifiera le candidat.

8 Renseignements complémentaires

8.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.coindesarchis.com>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation seront disponibles sur la plateforme de dématérialisation.

8.2 Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

3, rue Arthur Leduc

BP 25086

14050 Caen Cedex 4

Tel : 02 31 70 72 72 – Fax : 02 31 52 42 17

Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.